

REPUBLIQUE DE GUINEE  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

# EMPRUNT OBLIGATAIRE

Par appel public à l'épargne sur le marché national en Guinée

**12,5%** Taux d'intérêt annuel

Du 1er au 31 Décembre 2024

**2000 milliards GNF** Arrangeur Afriland First Bank

Maturité **06 ans**

Amortissement du capital **Annuel**

Fiscalité **Titres Affranchis d'Impôts et Taxes**

Valeur nominale **5 millions de GNF**



# Eco-tidien

Hebdomadaire d'informations économiques et financières - Récépissé N°0127/RDDJ/C19/BRP du 06 avril 2011



## Abakal Mahamat L'ARCHITECTE DU SIRIUS BUILDING DE BGFIBANK CAMEROUN

*Honoré, chevalier de l'ordre de la valeur à titre exceptionnel par le Président de la République du Cameroun vendredi 6 décembre 2024 en marge de l'inauguration de l'immeuble siège de BGFIBank Cameroun à Douala, Abakal Mahamat, Administrateur directeur général de BGFIBank Cameroun est l'homme par qui, tout a commencé. P.3*

### COMMERCE ILLICITE

**En 9 mois, les Douanes camerounaises ont saisies 8 milliards Fcfa de marchandises**

*Entre janvier et septembre 2024, la Douane camerounaise a saisi des marchandises d'une valeur de huit milliards de Fcfa, issues du commerce et du trafic illicite. . P.4*



### CHANAS ASSURANCES

**Henri Théodore Bayouak, DG Chanas, veut « reprendre la place de leader du marché des assurances au Cameroun » en 2025**



*Au cours de l'année 2025, Chanas Assurances, filiale de la Société nationale des hydrocarbures (SNH), ambitionne d'augmenter son chiffre d'affaires et son résultat net de l'ordre de 10%. P.6*

### CAMRAIL

**Joël Hounsinou nommé nouveau directeur général**



*Le groupe Africa Global Logistics (AGL), né du rachat des actifs africains du groupe Bolloré dans le transport et la logistique par l'Italo-suisse MSC, vient de confier le poste de directeur général de la Cameroon Railways (Camrail), le transporteur ferroviaire camerounais, à l'Ivoirien Joël Hounsinou, ferroviaire pendant un peu plus de six ans. P.7*



## JOURNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES

# Orange Cameroun célèbre ses salariés engagés dans ses actions sociales à travers le programme Orange Engage for Change

*Jeudi 5 décembre dernier, jour de célébration de la Journée Internationale des Volontaires, est journée portes ouvertes à l'ODC (Orange Digital Center) de Douala avec des stands présentant les programmes (RSE, ODC, Fondation) et le plan d'engagement pour 2025, tout en mettant à l'honneur les salariés qui se sont engagés cette année sur une ou plusieurs causes retenues dans le cadre de cet « Engagement Day ».*



Ce matin jeudi matin, la météo clémente présageait déjà le succès pour cet « Engagement Day », le 2ème organisé cette année par Orange Cameroun dont chaque employé mu par un sentiment altruiste quitte le bureau pour se rendre disponible à une cause à laquelle il a librement adhéré. Telle est l'essence du programme « Orange Engage for Change » déployé dans toutes les filiales de l'opérateur soucieux du devenir de la planète.

Visite des stands thématiques, conférences-débats, célébration des salariés reconnus engagés, ont agrémentés cette journée placée sous une coloration essentiellement RSE et axée sur la présentation de ce nouvel axe de déploiement pour la marque Orange.

L'objectif selon Alain-Blaise Batongue, Directeur des Affaires Institutionnelles & Règlementaires d'Orange Cameroun, est « d'informer les salariés et visiteurs sur les différentes initiatives solidaires mises en place par Orange depuis l'implémentation en local du programme, promouvoir la

plateforme « Orange Engage for Change », créer un espace de partage et de réflexion sur des sujets liés à la solidarité, l'engagement et l'impact social, valoriser l'implication de ceux des salariés qui se sont illustrés dans les actions de solidarité d'Orange et encourager plus de collègues à s'inscrire pour apporter leur touche à la construction de l'édifice commun car, Il n'est pas possible d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) sans inclure les personnes à tous les stades, à tous les niveaux et à tout moment».

Pilote de ce programme au Cameroun, Mme Mathilda Mambo, DRH, ne cache pas sa joie à la vue de l'engouement et la forte adhésion du personnel depuis le lancement de « Orange Engage for Change ». « Chez Orange Cameroun et dans le Groupe Orange par extension, dit-elle, l'on est bien conscient que les défis auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée. Les changements climatiques, la pollution, les conflits et les injustices sociales, etc. peuvent paraître insurmontables, mais, c'est précisément dans ces moments-là que l'esprit du volontariat brille plus que

jamais. Partout où la marque est installée, les salariés volontaires sont généralement les premiers à relayer le message de solidarité de la famille Orange, et répondre aux besoins des communautés auxquelles elles s'identifient. Ils partagent et relèvent ces défis avec courage, dévouement et altruisme. A travers leur culture de service, encadrée par le programme « Orange Engage for change », les salariés contribuent à combler le fossé ainsi créé en s'impliquant à soutenir le développement durable. En aout 2024, nous étions à 31% du personnel engagé dans notre programme, le succès de cette journée est bien le signe d'une plus grande adhésion de nos collaborateurs ».

Volontaire depuis le lancement du programme « Orange Engage for Change », Xavérie, cadre à la Direction de la Distribution ne regrette pas s'être engagée. « J'aime me sentir utile à mon prochain. Avec mes collègues avec qui chaque jour, nous partageons nos vécus, expertises, temps et talents, nous œuvrons à créer une société plus juste et équitable où personne n'est laissé pour compte. Si j'ai appris quelque chose depuis que j'ai adhéré à ce programme, c'est bien

l'importance de se rassembler pour apporter des changements dans le quotidien de nos contemporains. J'ai pu découvrir combien la préservation de l'environnement est essentielle à la survie de la planète. Autour de moi, je sensibilise sur l'importance de petits gestes qui de prime abord semblent banals mais tellement essentiels à notre bien-être : éviter de polluer, recycler les déchets, etc.. car je sais que nous n'avons que la Terre comme habitation mais surtout, une grande responsabilité vis-à-vis d'elle ».

Célébrée le 5 décembre de chaque année, la Journée internationale des volontaires a été établie par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1985 dans l'optique de promouvoir l'esprit du volontariat aux niveaux local, national et international.

Conçu pour impacter positivement la société et l'environnement tout en renforçant la cohésion des équipes, le programme « Orange Engage for Change » permet à chaque salarié de consacrer trois jours de travail par an à des projets à impact sociétal.



## PORTRAIT

# Abakal Mahamat, l'architecte du Sirius Building de BGFIBank Cameroun

*Honoré, chevalier de l'ordre de la valeur à titre exceptionnel par le Président de la République du Cameroun vendredi 6 décembre 2024 en marge de l'inauguration de l'immeuble siège de BGFIBank Cameroun à Douala, Abakal Mahamat, Administrateur directeur général de BGFIBank Cameroun est l'homme par qui, tout a commencé.*



Abakal Mahamat, ADG BGFI Bank Cameroun

« Je ne saurais terminer mon propos sans remercier et féliciter les équipes de BGFIBank Cameroun, en tête desquelles, Monsieur ABAKAL MAHAMAT, Administrateur Directeur Général. C'est votre engagement,

vosre travail, votre confiance et votre dévouement qui ont donné vie à ce projet » a félicité Henri Claude OYIMA, Président du conseil d'administration et Président directeur Général du Groupe BGFI Holding Corporation lors de son discours en marge de l'inauguration du Sirius Building.

La constance de son parcours l'a conduit dans le cercle restreint des meilleurs banquiers en Afrique Centrale et aujourd'hui architecture du « Sirius Building », l'immeuble siège de la banque panafricaine au Cameroun et chevalier de l'ordre et de la valeur à titre exceptionnel décerné par le Président de la République du Cameroun qui a ainsi reconnu la ténacité de ce patriote aux valeurs multifonctionnelles.

Il fallait y croire pour rejoindre l'aventure et Abakal MAHAMAT l'a fait. En février 2011, il intègre le Groupe BGFIBank via sa filiale au Cameroun. Successivement, Directeur d'agence, Directeur Réseau puis Directeur Général

Adjoint, il consacre son expertise à développer la filiale. En 2019 alors âgé de 38 ans seulement, il est nommé Directeur Général et devient en 2021, Administrateur Directeur Général de la filiale camerounaise du 1er Groupe bancaire de la zone ZEMAC. Son mandat, reconduit cette année pour cinq ans, reflète une évolution soutenue par des réalisations marquantes.

Sous sa direction, la Banque a obtenu les certifications ISO 9001 version 2015 ; PCI-DSS et AML 30 000, sans oublier l'obtention des notes A et A1+ sur le rapport de notation financière de l'agence Bloomfield Investment Corporation. Des récompenses qui affirment son engagement en matière de sécurité et de conformité. La Responsabilité Sociétale de l'Entreprise s'est développée et le plan d'expansion a permis l'ouverture de 15 agences et 05 Cash points entre 2019 et 2024.

D'ailleurs, l'accroissement du réseau d'agences a également impacté l'élargissement du portefeuille-clients. En effet, la Banque qui enregistrait plus de 3.000 clients au terme de l'exercice 2019, a clôturé l'année 2023 avec un total de 23.000 clients. Des chiffres qui permettent d'annoncer que la barre des 30.000 a été franchie cette année, multipliant ainsi la clientèle d'il y a 05

ans par 10. Une courbe fort évolutive qui donne la possibilité de rebondir sur l'augmentation des chiffres-clés de la Banque comme le résultat net. Si au terme de la 1ère année de coordination d'Abakal MAHAMAT, soit 2020, il se situait à XAF 6,3 Milliards, c'est bien en 2022 que la ligne des 10 Milliards a été atteinte. Et en 2023, la Banque a produit un résultat net de XAF 11 Milliards.

Toujours entre 2019 et 2024, plus de 100 professionnels ont rejoint BGFIBank Cameroun, adoptant les valeurs TITRE, ligne directrice du Groupe depuis plus de 50 ans. Convaincu du rôle-clé de ses collaborateurs, Abakal MAHAMAT met un point d'honneur à améliorer leurs conditions de vie et de travail, moteurs des résultats croissants de la Banque.

L'inauguration de l'immeuble Siège symbolise une concrétisation majeure et ouvre une nouvelle page dans l'histoire de BGFIBank Cameroun. Un moment marquant pour Abakal MAHAMAT et l'ensemble de son équipe, qui continuent de porter haut la vision et les ambitions du Groupe BGFIBank.

André Noir

## FORMATION PROFESSIONNELLE

### Vers la création d'un fonds national de financement

*Selon Issa Tchiroma Bakary, le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, l'implication de toutes les parties prenantes dans un contexte où la mesure visant à mobiliser des recettes non fiscales auprès des travailleurs étrangers au Cameroun, peine visiblement à satisfaire les attentes des pouvoirs publics.*

« Au Cameroun, le gouvernement est toujours à la recherche d'une solution pérenne au financement de la formation professionnelle, question de réduire le taux de chômage estimé à 74% à date selon les chiffres officiels. Après son passage devant la Commission des Finances et du budget de l'Assemblée nationale la semaine dernière, Issa Tchiroma Bakary, le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, (Minefop) a émis l'idée d'une mutualisation des forces qui aboutirait à la création d'un dispositif d'investissement dans ce secteur créateur de richesses (emplois).

Pour le membre du gouvernement, la formation professionnelle coûte excessivement cher. Par conséquent, « son financement n'est pas seulement l'apanage du gouvernement. C'est toute la Nation qui doit se mobiliser pour financer la formation professionnelle. Parce qu'au moment où le monde avance pour avoir embrassé la formation professionnelle, le Cameroun ne peut pas se permettre d'être en retrait. Le gouvernement, le secteur public, le secteur privé doivent tous être mobilisés pour dégager suffisamment de ressources pour mettre en place un Fonds national pour le financement de la formation professionnelle », a-t-il déclaré. En substance, cet appel des pouvoirs publics laisse transparaitre, les limites de la mesure instituée dans la loi de finances 2023 fixant le prélèvement à l'équivalent

de deux mois de salaire et traitement brut pour les travailleurs non africains.

Initialement, le gouvernement comptait s'appuyer sur les recettes non fiscales issues de ce secteur pour transformer progressivement près de 300 SAR-SM (section artisanale rurale et section ménagère) en centres de formation aux métiers ultramodernes. Sauf qu'à la première année d'implémentation de la mesure, sur un objectif de 14 milliards de Fcfa, à peine 5 milliards de Fcfa ont été mobilisés (35%) d'après les confidences de Jeanine Ngo'o Eba, directeur de la régulation de la main d'œuvre au Minefop au quotidien gouvernemental Cameroon Tribune en janvier dernier. A fin décembre 2024, le Minefop vise 20 milliards de Fcfa. A quelques semaines de la fin d'année, aucune information ne filtre sur le montant recouvré depuis le début de l'exercice. Néanmoins, pour atteindre cette fois-ci le résultat escompté, Issa Tchiroma Bakary dévoilait le 11 janvier 2024, la nouvelle stratégie axée sur l'appel à un cocontractant (un expert) qui pendant trois ans, donnerait les détails sur le nombre (plus ou moins exact) des étrangers en terre camerounaise y compris leurs origines, leur capital savoir, leurs salaires.

Budget en hausse de 5 milliards de Fcfa Le budget du Minefop pour le compte de l'exercice 2025 s'élève à 33,1 milliards de Fcfa contre 28,8 milliards de Fcfa en 2024. Une enveloppe qui,



Issa Tchiroma Bakary, Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

pour Issa Tchiroma Bakary, est certes en hausse de 4,3 milliards de Fcfa (+15%) en glissement annuel mais elle reste insuffisante par rapport à l'objectif à atteindre. La même source renseigne que la transformation d'une SAR/SM en centre de formation professionnelle coûte entre 2 et 3 milliards de Fcfa. Calculette en main, le gouvernement nécessite entre 600 et 900 milliards de Fcfa pour ce faire. « S'agissant des moyens mis à notre disposition c'est 33 milliards de Fcfa. Même si cette somme était mise à

ma disposition pour la construction des centres de formation professionnelle modernes, je n'aurais pas pu construire plus de 4 ou 5 centres alors que le chef de l'Etat a prescrit la transformation de 300 SAR/SM en centre de formation professionnelle. Vous voyez donc l'immensité de la tâche pour relever le défi », a-t-il plaidé au poste national.

Christian Trésor Adong



## GESTION PUBLIQUE

## COMMERCE ILLICITE

## En 9 mois, les Douanes camerounaises ont saisies 8 milliards Fcfa de marchandises

Entre janvier et septembre 2024, la Douane camerounaise a saisi des marchandises d'une valeur de huit milliards de Fcfa, issues du commerce et du trafic illicite.



Un stock de marchandise saisie

Ce chiffre a été révélé par le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, le 1<sup>er</sup> décembre dernier, lors de la présentation du Programme économique, financier, social et culturel du gouvernement pour l'exercice 2024 en cours d'examen à l'Assemblée nationale. « L'administration douanière (...) a intensifié les opérations de lutte contre les trafics illicites et la criminalité transnationale organisée, ayant abouti à plusieurs saisies de marchandises pour une valeur estimée à près de huit milliards de FCFA », a notamment déclaré le chef du gouvernement dans son allocution.

Les équipes opérationnelles des douanes réalisent régulièrement d'importantes saisies, allant du carburant frelaté aux médicaments contrefaits, en passant par des métaux précieux et divers liquides (whisky, vin, boissons hygiéniques, etc.) parfois impropres à la consommation. Ces saisies sont souvent effectuées dans le cadre de l'opération Halte au commerce illicite (Halcomi III), qui couvre l'ensemble du territoire national. Cette opération dispose de postes de commandement à Douala (Littoral), Yaoundé (Centre) et Garoua (Nord) et a pour objectif de renforcer la sécurité tout en prévenant les activités illicites à grande échelle à travers le pays. Les saisies les plus importantes ont généralement lieu aux frontières avec le Nigeria, dans la partie septentrionale du pays et dans la région du Sud, frontalière de la Guinée équatoriale. La ville de Douala, ainsi que ses environs, sont également des zones de prédilection pour ces activités illicites, notamment en raison des criques du fleuve Wouri qui abritent divers trafics.

Le commerce illicite constitue une menace majeure pour l'économie camerounaise, avec des pertes fiscales estimées entre 200 et 250 milliards de FCFA chaque année, selon diverses statistiques. Cela comprend la contrebande et la contrefaçon, qui privent l'État camerounais et les entreprises locales de recettes fiscales cruciales. Par exemple, en 2021, les saisies opérées par les douanes dans le cadre de l'opération Halcomi III ont été évaluées à 10 milliards de FCFA.

Cédric Boyomo

## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

## Le Minepat met en place des outils d'incitation à la dénonciation

Faire connaître le mécanisme d'incitation à la dénonciation de la corruption et de protection des dénonciateurs ainsi que les autres outils de lutte contre la corruption élaborée au sein du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT); former et sensibiliser à l'utilisation de ces outils afin de promouvoir les valeurs de transparence et d'éthique qui doivent guider chaque action. Tels sont les objectifs visés par la campagne d'information et de sensibilisation sur les outils de lutte contre la corruption lancée, le 9 décembre 2024, par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alamine OUSMANE MEY dans

Cette cérémonie était un moment d'information, de partage et d'échange de grand intérêt qui a connu la participation active des plus proches collaborateurs du ministre de l'Economie et des responsables des programmes du MINEPAT. Elle a permis respectivement au Secrétaire Général, aux Directeurs Généraux de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics (DGEPIP), de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (DGPAT) et de la Coopération et de l'Intégration régionale (DGCOOP), de présenter les problématiques de lutte contre la corruption spécifique à leurs différents programmes et de proposer des solutions pour mieux les adresser.

C'était aussi l'occasion pour la Présidente de la Cellule de lutte contre la Corruption du MINEPAT (CELCOR), Jaël Christine MBAMBAND, Inspecteur Général chargé de l'Evaluation du Fonctionnement des Services (IGEFS), de présenter le mécanisme d'incitation à la dénonciation de la corruption et de protection des dénonciateurs qui informe sur les principes et modes d'une dénonciation de qualité. Pour le ministre Alamine OUSMANE MEY, « Il s'agit donc d'une occasion pour annoncer solennellement le lancement d'un numéro vert, 1531, au

MINEPAT. Il sera désormais possible d'utiliser cette ligne pour signaler toute tentative de fraude. Toute tentative de corruption ou d'abus de toute nature à laquelle sont exposés le personnel et les usagers, en tant que victimes ou témoins, indépendamment de leur localisation géographique, qu'ils soient à la recherche des informations sur l'avancement de leurs dossiers ou la mise en œuvre de projets d'investissement public », Le MINEPAT a précisé que numéro vert est déjà fonctionnel pour les abonnés Camtel. Les démarches sont en cours pour le rendre fonctionnel avec les opérateurs privés (Orange, MTN).

En présentant les autres outils d'aide à la dénonciation élaborés au MINEPAT, la présidente de la CELCOR a indiqué que les numéros WhatsApp, 653095505 et 688130728 sont également ouverts pour permettre au dénonciateur d'apporter la preuve de la dénonciation. Le personnel et les parties prenantes externes ont aussi la possibilité de dénoncer sous anonymat ou non sur le site internet du MINEPAT ([www.minepat.gov.cm/celcor](http://www.minepat.gov.cm/celcor)). Les boîtes à dénonciation relookées, dont la première a été posée au cours de cette cérémonie de lancement par le Ministre de l'Economie, permettront



Lancement des activités de lutte contre la corruption au Minepat

par ailleurs aux personnels et usagers d'y déposer les preuves physiques de leurs dénonciations.

La campagne d'information et de sensibilisation sur les outils de lutte contre la corruption se poursuivra tout au long de l'année 2025 dans les services centraux et déconcentrés du MINEPAT. Le Chef de département ministériel a à cet effet invité tout le personnel ainsi que les intervenants externes à participer activement et de façon constructive à cette campagne. « Nous réaffirmons une fois de plus notre engagement à travailler pour un service public exemplaire, un service où la corruption n'a pas sa place et où chaque employé se sent profondément responsable de l'intégrité et de la transparence de ses actions », a souligné Alamine

OUSMANE MEY dans son discours de circonstance.

Il faut noter que la corruption est un phénomène endémique qui affecte négativement le développement économique, social et politique d'un pays. Elle entraîne la mauvaise allocation des ressources publiques, le gaspillage pouvant atteindre 30 % des budgets; la réduction de la croissance économique (jusqu'à 20 % du PIB); la baisse de la qualité des investissements et la réduction de l'efficacité des services publics et de la qualité des institutions. Au Cameroun, la corruption reste un obstacle majeur sur le chemin de l'émergence du pays.

Omer Kamga

## FILIERE BANANE

## Les exportations chute de 19,4 % en novembre 2024

Au cours du mois de novembre 2024, les exportations de bananes du Cameroun ont culminé à 16 004 tonnes, contre 19 866 tonnes au cours de la même période en 2023. Ces chiffres compilés par l'Association bananière du Cameroun (Assobacam) révèlent une baisse en glissement annuel de 3862 tonnes en valeur absolue, soit 19,4% en



Chute des exportations du fait de la baisse de régime de la PHP

À l'origine de cette réduction des exportations de bananes du Cameroun en novembre 2024, se trouve la baisse de régime de la société des Plantations du haut Penja (PHP), le leader du marché, dont les expéditions de produits vers le marché international ont été moins vigoureuses. En effet, révèlent les données de l'Assobacam, cette filiale de la Compagnie fruitière de Marseille a vu ses exportations de bananes fléchir de près de 30% ce mois-là.

Officiellement, celles-ci ont atteint 10 903 tonnes, soit un recul en glissement annuel de 4628 tonnes (29,8%).

Par contre, la Compagnie des bananes de Mondoni (CDBM), autre filiale de la Compagnie fruitière de Marseille arrivée sur le marché camerounais en juin 2023, a enregistré une augmentation de ses exportations de 81,7% en novembre 2024. Selon les données de l'Assobacam, ces ventes à l'international sont passées de seulement 732

tonnes en novembre 2023 à 1628 tonnes au mois de novembre 2024.

La Cameroon Development Corporation (CDC), 2<sup>e</sup> employeur au Cameroun après l'administration publique, enregistre quant à elle des exportations en hausse de 24,6%, passant de 2000 tonnes en novembre 2023 à 2493 tonnes à la même période en 2024. L'on peut également remarquer que cette unité agro-industrielle publique, qui paye certainement le plus lourd tribut de la crise socio-politique qui secoue les deux régions anglophones du Cameroun depuis fin 2016, n'a franchi la barre de 3000 tonnes de bananes exportées qu'en janvier et septembre 2024.

## RECETTES D'EXPORTATION

Le producteur privé Boh Plantations Plc, finalement relégué à la 4<sup>e</sup> place sur le marché par le nouveau venu, CDBM, enregistre une baisse de ses exportations de 459 tonnes en novembre 2024. En effet, cette entreprise n'a expédié que 980 tonnes de

marchandises vers le marché international en novembre 2024, contre 1439 tonnes un an plus tôt.

Pour rappel, La banane fait partie des principaux pourvoyeurs de recettes d'exportation au Cameroun. Selon les données de l'Institut national de la statistique (INS), pour la seule année 2023, le Cameroun a exporté pour 42,9 milliards de FCFA de bananes vers les pays du G7, groupe constitué des sept pays les plus industrialisés au monde (Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Grande-Bretagne et États-Unis).

Afin de pouvoir tirer davantage de revenus de ce produit d'exportation, le pays entend porter la production nationale annuelle à 500 000 tonnes en 2030 (contre 210 000 à 240 000 tonnes actuellement, NDLR), selon les projections contenues dans la Stratégie nationale de développement du Cameroun à l'horizon 2030 (SND 20-30).

O.M



## ROUTE BEKOKO-LIMBÉ-IDENAU

## L'italien Ati Bonisa décroche un marché de plus de 100 milliards de Fcfa

Michelangelo Nobile, président de l'entreprise italienne Ati Bonisa, et Emmanuel Nganou Ndjoumessi, ministre camerounais des Travaux publics (Mintp) ont signé, le 29 novembre dernier, un contrat commercial d'un coût prévisionnel de 113,179 milliards de Fcfa dans le cadre du projet de réhabilitation de la route Bekoko-Limbe-Idenau. Emargé, ce contrat précède la signature d'un contrat financier prévu pour la fin du mois de décembre et qui permettra à l'entreprise d'entamer immédiatement les études d'exécution grâce auxquelles le coût exact des travaux sera déterminé.



Les nouveaux partenaires ont fixé les délais de lancement des travaux à mi-janvier 2025 sur cet axe reliant les régions du Littoral et du Sud-Ouest. Il sera question de reconstruire 93,6 km de route dans un délai de 12 mois, mais également réhabiliter deux bretelles qui vont respectivement rallier la ville de Mutenguene à Buea (10 km) et desservir le port de Tiko à partir de Mutenguene (4,85km). De

plus, Ati Bonisa devra réaliser des aménagements connexes comme des adductions d'eau, des salles de classe et des hangars de marché avec un accent sur l'aménagement de l'accès au port de Tiko. Le président de la société de BTP a indiqué qu'une grande partie du matériel est déjà sur place, il faut préciser que selon les clauses du contrat, il bénéficie d'un peu plus d'un mois pour lever les fonds nécessaires au déroulement des travaux et contrôles techniques afin d'« exécuter les travaux de réhabilitation sur fonds publics et réaliser les travaux d'entretien confortatif nécessaires au maintien de la circulation à travers le traitement des points critiques ». Ici, le contrat fait allusions aux multiples nids-

de poules de plus de 10 cm de profondeur et aux systèmes de drainage défaillant qui jonchent les voies susmentionnées. Lesdits financements devraient être négociés à des conditions favorables à l'État du Cameroun, selon les recommandations du ministre.

## KAYLON HOLDING SUR LA TOUCHE

Cette signature est la matérialisation d'un processus initié en février 2024 et formalisé par la signature d'un protocole d'accord le 16 mai 2024, au cabinet du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, quelques jours seulement après que le turc Kaylon Holding a effectué un voyage de prospection au Cameroun afin d'essayer de décrocher le même marché. Reçu en audience par le Mintp, les responsables du groupe turc ont manifesté leur intérêt à se voir confier la réhabilitation de la route Bekoko-Limbe-Idenau et annonçait d'ailleurs la signature à venir d'un Mémoire d'entente avec le gouvernement, témoignant la bonne tenue des discussions qui se montraient concluantes.

L'entreprise avait indiqué avoir mis en route des procédures qui lui permettront d'être engagé dans la mise en œuvre de cet important projet qui marquerait sa première entrée en zone CEMAC. Pour se conforter, le groupe Turc a mis en avant son expertise dans la densité et ce qui l'architecture des infrastructures construites (79 ans d'activités) et son portefeuille de partenaires financiers internationaux qui lui ont permis de bénéficier d'un financement de 79 millions d'euros pour relever ses capacités. A noter tout de même que le chantier routier au Cameroun demeure vaste à l'aube de l'émergence promise par le gouvernement. Le Mintp indiquait en septembre dernier que 62 projets de construction, de réhabilitation ou d'entretien confortatif des routes et ouvrages d'art sont en cours ou devraient être lancés dont 1290,314 km en construction ; 373,38 km en réhabilitation et un peu plus de 7 021 km en entretien.

Cédric Boyomo

## BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC

## Le chinois CFHEC gagne un marché de 20 milliards de Fcfa pour la construction de 33 km de route dans la région du Nord

Dans le cadre de ce nouveau projet, l'entreprise, déjà impliquée dans d'importants travaux d'infrastructure dans le pays, sera chargée de la construction du tronçon routier Guidjiba-Tapare, d'une longueur de 33 kilomètres. Ce projet s'inscrit dans le Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Économique (Planut), financé par le Budget d'Investissement Public (BIP).

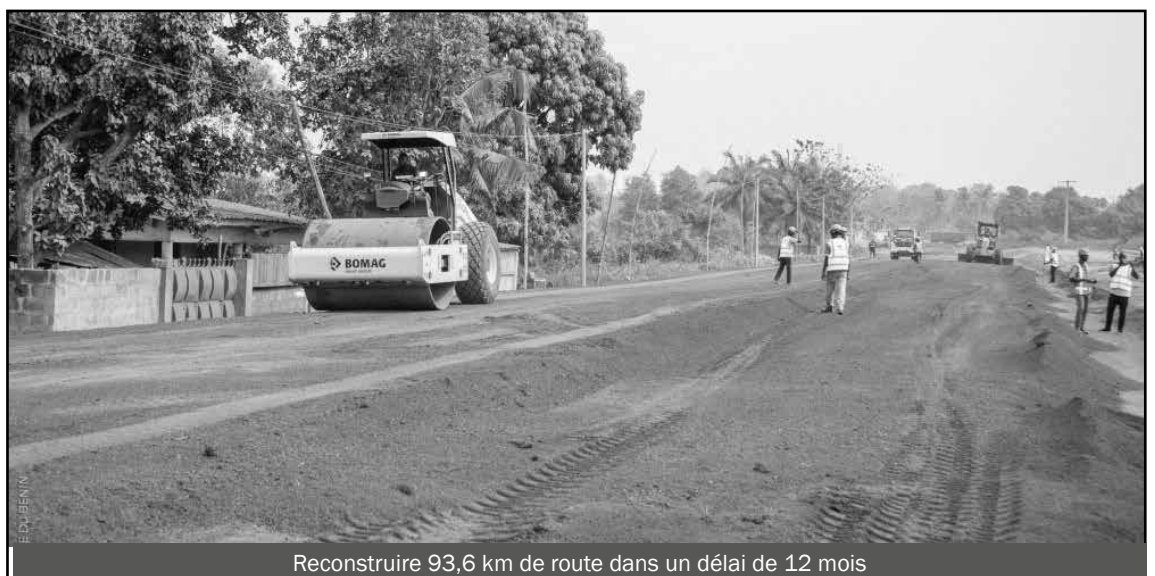
Le Cameroun mise davantage sur l'expertise chinoise pour assurer le développement de ses infrastructures routières. Dans le cadre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Économique du pays, (Planut) 2024-2026, le groupe chinois China First Highway Engineering Company (Cfhec) vient de remporter en urgence un marché de 20 milliards de Fcfa. Ce contrat porte sur la construction du tronçon routier Guidjiba-Tapare, d'une longueur de 33 km, ainsi que du pont de la Bénoué-Tapare dans la région du Nord, constituant le lot 9B d'un projet visant la construction de 57 km de route dans cette partie du pays. Les travaux y relatifs seront réalisés sur financement du Budget investissement public (BIP) pour l'exercice 2024 qui s'achève. Selon un arrêté ministériel du 25 novembre 2024, signé par le ministre des Travaux Publics, l'entreprise chinoise disposera de 30 mois pour mener à bien ces travaux, donnant ainsi suite à un appel d'offres international lancé en procédure d'urgence le 17 avril dernier. Bien que les noms des autres candidats n'aient pas été rendus publics, CFHEC a été retenue pour son offre la plus avantageuse.

construction d'un pont de 18,4 mètres à Wafango, la signalisation verticale et horizontale, l'aménagement des carrefours et des ralentisseurs. L'entreprise devra également respecter les normes environnementales et réaliser tous les travaux connexes nécessaires.

Par ailleurs les résultats de l'appel d'offres ont révélé un échec pour le lot 9A, concernant la construction du tronçon routier Guidjiba-Pont de la Bénoué d'une longueur de 24 km. Malgré un budget de 18 milliards de Fcfa et un délai d'exécution prévu de 30 mois, aucune entreprise n'a soumis d'offre. Ce projet ambitieux comprenait notamment la construction de la chaussée, des ouvrages d'art (dont trois ponts de longueurs variables), des aménagements hydrauliques, la signalisation et les travaux connexes. Les raisons de cet échec restent à éclaircir, mais elles pourraient être liées à la complexité du projet, à des contraintes techniques ou à des difficultés financières.

## CFHEC CHAMPION DES CHANTIERS STRUCTURANTS

Au Cameroun, China First Highway Engineering Company (Cfhec) s'impose comme un acteur incontournable des grands chantiers d'infrastructure. Depuis plusieurs années, l'entreprise chinoise est régulièrement sollicitée pour réaliser des projets routiers d'envergure.



En témoignent les récents contrats signés : la construction de la phase 2 de l'autoroute Yaoundé-Douala (136 kilomètres) d'un coût total estimé à 812,8 milliards de Fcfa hors taxe après avoir décroché et réalisé la première phase (60 km) en 10 ans ; le marché de gré à gré de 41,45 milliards de Fcfa pour la construction d'une voie sur les berges du Wouri à Douala ; ainsi que le projet de construction de la route Awae-Esse-Soa d'un coût total d'un peu plus de 34, 275 milliards de Fcfa. Ces réalisations viennent s'ajouter à la construction du pont sur le fleuve Nyong à Malombo d'une valeur de 8,6 milliards de Fcfa, un projet remporté fin 2023.

Ces nombreux chantiers témoignent de la confiance accordée par les autorités camerounaises à l'expertise du chinois

CFHEC, qui contribue ainsi de manière significative au développement du réseau routier national et à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Rappelons que China First Highway Engineering Co, fondée en 1963 et basée à Pékin, est une filiale majeure de China Communications Construction Company (CCCC) axée sur les constructions d'autoroutes stratégiques et logements. Avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 55 milliards de Yuan chinois (CNY) (environ 7 milliards d'euro et 4 651 milliards de Fcfa), elle a à son compte près de 18 000 km d'autoroutes, 6 000 ponts et 1 000 km de voies ferrées construits.

Omer Kamga

Dans le cadre de ce chantier, le groupe chinois de BTP sera chargé de l'ensemble des travaux, incluant les phases préparatoires, les terrassements, la construction de la chaussée (comprenant les couches de forme, de fondation, de base et les revêtements), les aménagements hydrauliques (assainissement, drainage, dalots), la



## ENTREPRISE

## FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

# BGFI Bank Cameroun revendique 400 milliards de Fcfa de crédit accordés aux PME

BGFIBank Cameroun a inauguré, vendredi 6 décembre 2024, son immeuble siège « Le Sirius Building » après plus 10 années d'activité. Un édifice de 08 étages qui boostera encore la qualité du service à la clientèle, cheval de bataille de cette filiale du Groupe BGFIBank, qui selon Henri Claude Oyima, Président du conseil d'administration de la banque, a déjà injecté 400 milliards de Fcfa en terme de crédits aux PME pour le financement de l'économie Camerounaise.



Henri Claude OYIMA, PCA de BGFI Bank Cameroun

En décidant de placer cet événement sous son haut patronage et en s'y faisant représenter personnellement, le chef

Ainsi, la contribution de BGFI Bank au développement de l'économie camerounaise

de l'Etat a voulu magnifier la contribution déterminante de BGFIBank au financement des activités économiques et sociales du Cameroun.

« Depuis l'ouverture de sa première agence au Cameroun en 2011, BGFI Bank s'est affilié comme un acteur de référence, répondant aux défis économiques de notre pays et soutenant les efforts de l'Etat pour bâtir un Cameroun émergent » a indiqué Ferdinand Ngoh Ngoh, Ministre d'Etat, Secrétaire Général à la Présidence de la République et représentant personnel du Chef de l'Etat.

est matérialisée par le financement de divers projets structurants, notamment le financement du Plan d'urgence à hauteur de 40 milliards de Fcfa, la contribution à l'organisation réussie de la CAN 2021 à travers une enveloppe de 26 milliards de FCFA pour la construction du stade de Japoma à Douala, la construction de la mini centrale hydroélectrique de Mbakaou qui a permis d'approvisionner en électricité plus de 2.000 foyers dans la Région de l'Adamaoua mais surtout le financement des agents économiques toutes catégories confondues, les grandes entreprises, PME-PMI, institutionnels et particuliers à travers 03 segments commerciaux que sont la Banque de détail, la banque privée et la banque d'affaires, la contribution aux initiatives de responsabilité sociétale dans les domaines clés de l'éducation, de la santé et de l'entrepreneuriat féminin avec le concours de la Fondation BGFIBank.

A date, les chiffres affichent « plus de 400

milliards de FCFA de crédits accordés aux PME, à l'Etat aux particuliers...BGFIBank Cameroun enregistre un total de plus de 600 milliards de Fcfa », se réjouit Henri Claude Oyima.

Au-delà de ces performances, BGFIBank Cameroun contribue significativement à l'économie locale grâce à des partenariats stratégiques avec des acteurs majeurs tels que le Port Autonome de Kribi (PAK), Camwater ou encore des entreprises des secteurs agroalimentaire (Gracedom) et énergétiques (PROMETAL), qui ont permis à BGFIBank Cameroun de passer à près de 8% de parts de marché dans un secteur hautement concurrentiel et marqué par une politique restrictive de la BEAC.

André Noir

## CHANAS ASSURANCES

## Henri Théodore Bayouak, DG Chanas, veut « reprendre la place de leader du marché des assurances au Cameroun » en 2025

Au cours de l'année 2025, Chanas Assurances, filiale de la Société nationale des hydrocarbures (SNH), ambitionne d'augmenter son chiffre d'affaires et son résultat net de l'ordre de 10%. C'est ce que révèle un communiqué publié par cette compagnie d'assurance, à l'issue d'un conseil d'administration et d'une assemblée générale tenus à Douala le 7 décembre 2024.



Henri Théodore Bayouak, DG Chanas

Chanas Assurances SA va entamer une descente aux enfers à la suite d'un conflit ouvert entre la PDG, Jacqueline Cassalegno, et l'administrateur directeur général de la SNH, Adolphe Moudiki. Après une longue bataille, la compagnie va entamer un processus de redressement en 2020, grâce à un nouvel apport financier de la SNH. Concrètement, à la faveur d'une augmentation du capital survenue après le départ de Mme Cassalegno, la SNH y injecte 2,3 milliards de FCFA, dans le cadre d'une opération visant à porter le capital social de l'entreprise de 2,3 à 6 milliards de FCFA.

Selon le rapport de l'Association des sociétés d'assurances du Cameroun (ASAC), Chanas Assurances SA est le numéro 3 du marché de l'assurance non-vie au Cameroun en 2022, avec 10,8% des parts de marché. L'entreprise autrefois leader sur ce segment est surclassée par le Français AXA (13,5% des parts de marché) et le Camerounais Activa (11%).

Dans le processus de reconquête du leadership sur le marché camerounais, Chanas Assurances a obtenu, en juillet 2022, le quitus de ses actionnaires pour se lancer dans la branche de l'assurance Vie. Doté d'un capital social de 5,2 milliards de FCFA, Chanas Assurances Vie ambitionne de « devenir le partenaire privilégié pour les particuliers et les entreprises (...) dans un contexte camerounais propice au développement d'une offre d'assurances diversifiée », apprend-on officiellement.

Christian Trésor Adong

En effet, après avoir été un véritable mastodonte de l'assurance au Cameroun jusqu'en 2013, grâce notamment aux contrats fournis par son actionnaire majoritaire, la SNH,

## MTN CAMEROUN

## En visite de travail au Cameroun, Ralph Mupita, PDG du Groupe MTN, annonce un investissement de 62,4 milliards Fcfa en 2025

Une délégation du Groupe MTN, conduite par son Président-Directeur Général (PDG) Ralph Mupita, a conclu mercredi 11 décembre 2024 une visite de travail au Cameroun. Cette visite a été marquée par des réunions avec les autorités gouvernementales et les principaux acteurs du secteur des télécommunications.

La délégation officielle du Groupe MTN comprenait : Ebenezer Asante, Senior Vice President Markets du Groupe MTN, Serigne Dioum, CEO MTN Group Fintech, Selorm Adadevoh, Chief Commercial Officer du Groupe MTN, et Mohammed Varachia, Chief of Staff du Groupe MTN.

La visite a débuté à Yaoundé, où le PDG du Groupe MTN a eu des concertations avec plusieurs parties prenantes importantes, notamment le Premier Ministre, Joseph Dion Ngute, le Ministre d'Etat, le Secrétaire Général de la Présidence de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh, le Ministre des Postes et Télécommunications, Minette Libom Li Likeng, et le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART), Philémon Zo'o Zame.

Au cours des échanges avec les autorités gouvernementales, le PDG du Groupe MTN a annoncé une augmentation significative de son investissement réseau au Cameroun, avec 62,4 milliards de Fcfa prévus pour 2025 et un total impressionnant de 187,2 milliards de Fcfa sur les trois prochaines années. En outre, Mupita s'est également engagé à investir dans des technologies de pointe au Cameroun, notamment l'intelligence artificielle et les centres de données, pour renforcer l'innovation technologique et les infrastructures numériques de MTN au Cameroun. À l'issue de ces rencontres, Mupita a exprimé sa gratitude aux hauts fonctionnaires pour leur soutien indéfectible aux opérations de MTN au Cameroun.

« Nous exprimons notre profonde gratitude au Gouvernement Camerounais pour son soutien constant et les avancées significatives dans le secteur des télécommunications. Ces investissements stratégiques permettront à MTN de consolider sa position de leader sur le marché camerounais tout en offrant des solutions numériques inclusives à l'ensemble de la population camerounaise », a



Visite de Ralph Mupita au Premier Ministre Dion Ngute

déclaré Ralph Mupita, PDG du Groupe MTN.

Après Yaoundé, la délégation du Groupe MTN s'est rendue à Douala pour une séance de travail avec le comité de direction de MTN Cameroon, mené par sa Directrice Générale Mitwa Ng'ambi. Outre cette séance de travail, M. Mupita a rencontré le personnel de MTN Cameroon pour un dialogue franc et convivial.

« Nous sommes profondément honorés d'avoir accueilli le Président-Directeur Général du Groupe MTN et sa délégation au Cameroun. Cette visite constitue une opportunité pour renforcer nos relations avec le Gouvernement Camerounais et réaffirmer notre engagement à offrir des services de qualité. MTN Cameroon continuera à œuvrer sans relâche pour promouvoir l'inclusion numérique et financière, contribuant ainsi au développement durable et à la prospérité de tous les Camerounais », a déclaré Mitwa Ng'ambi, DG de MTN Cameroon.

La visite du PDG du Groupe MTN au Cameroun s'inscrit dans le cadre de l'engagement de MTN en faveur d'un dialogue ouvert et régulier avec les autorités locales. Avec l'annonce de ces investissements majeurs, MTN Cameroon réaffirme son rôle de leader dans le développement numérique et économique du Cameroun, en s'engageant à offrir des solutions innovantes et inclusives pour tous les Camerounais.

Elise Nguélé



## TELECOM

## L'ART adopte un budget de 73,5 milliards Fcfa pour 2025

Le Conseil d'administration de l'Agence de régulation des télécommunications (ART) a tenu ses 55<sup>e</sup> session ordinaire et 62<sup>e</sup> session extraordinaire les 3 et 4 décembre 2024, à Bafoussam dans la région de l'Ouest. Ces travaux axés sur les défis et perspectives du secteur des télécommunications, ont été présidés par la présidente du Conseil d'administration, Pr. Justine Dikko, née Tchunkam.



Pr Justine DIKFO, Présidente du Conseil d'Administration de l'ART

En octobre dernier, à l'issue d'une tournée de la ministre des Postes et Télécommunications, Minette Libom Li Likeng, en vue d'évaluer la mise en œuvre des recommandations et des engagements pris en avril 2023 par les opérateurs face à la dégradation des services, le membre du gouvernement avait invité l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART) à moderniser son système de surveillance. Elle a encouragé l'adoption d'outils automatisés capables de mesurer les performances des réseaux en temps réel et la mise en place d'un système numérique centralisé, accessible à tous, afin de suivre en temps réel l'évolution des plaintes.

C'est pour répondre aux recommandations de la Minpostel que l'ART a adopté le 4 décembre dernier à Bafoussam, le chef-lieu de la région de l'Ouest, un budget à 73,5 milliards de Fcfa l'exercice 2025. « Ce budget est ainsi marqué par les projets d'acquisition d'équipements de contrôle et d'audits techniques prescrits par la Hiérarchie », a précisé Pr Justine Dikko, présidente du Conseil d'administration de l'ART. Cette enveloppe inclut, apprend-on, les 43,5 milliards de Fcfa de quotes-parts au profit du Trésor Public, du Fonds Spécial des Télécommunications et d'autres organismes bénéficiaires.

Au cours de la 55<sup>ème</sup> session ordinaire, consacrée à l'examen du projet de budget pour l'année 2025, le Conseil a accordé un intérêt particulier à la présentation du Rapport annuel de performance (RAP) de l'ART à mi-parcours au 15 novembre 2024. Le directeur général, Pr. Philémon Zo'o Zame a mis en lumière l'intensité des activités menées au cours de l'année 2024. Parmi les réalisations notables, le renforcement du contrôle des investissements réalisés par les opérateurs concessionnaires pour un montant de 156 milliards de Fcfa en vue de l'extension de la couverture réseau et de l'amélioration de la qualité des services de communications électroniques, a particulièrement retenu l'attention.

Dans le communiqué final rendu public le 5 décembre dernier, le Conseil a également salué la réalisation des contrôles techniques des réseaux des opérateurs et l'organisation de visites de travail au sein des installations stratégiques. Le suivi de l'exécution des recommandations visant à améliorer la qualité de service et à renforcer les dispositifs de protection des droits des consommateurs a été jugé satisfaisant.

À la clôture des travaux, le Conseil d'Administration a exprimé sa satisfaction à la Direction Générale pour la qualité et la pertinence des documents présentés. Il a également encouragé une révision constante des processus afin de garantir un meilleur exercice des missions de régulation assignées à l'ART.

Christian Trésor Adong

## CAMRAIL

## Joël Hounsino nommé nouveau directeur général

Le groupe Africa Global Logistics (AGL), né du rachat des actifs africains du groupe Bolloré dans le transport et la logistique par l'Italo-suisse MSC, vient de confier le poste de directeur général de la Cameroon Railways (Camrail), le transporteur ferroviaire camerounais, à l'Ivoirien Joël Hounsino. Le nouveau promu remplace à ce poste Pascal Miny, qui aura présidé aux destinées de cette entreprise ferroviaire pendant un peu plus de six ans.



Joel Hounsino, nouveau DG de Camrail

Le groupe Africa Global Logistics (AGL), né du rachat des actifs africains du groupe Bolloré dans le transport et la logistique par l'Italo-suisse MSC, vient de confier le poste de directeur général de la Cameroon Railways (Camrail), le transporteur ferroviaire camerounais, à l'Ivoirien Joël Hounsino. Le nouveau promu remplace à ce poste Pascal Miny, qui aura présidé aux destinées de cette entreprise ferroviaire pendant un peu plus de six ans.

Diplômé de l'École supérieure de commerce d'Abidjan (ESCA) et de l'Institut national polytechnique Houphouët Boigny de Yamoussoukro, le nouveau DG de Camrail était jusqu'à sa nomination le DG d'AGL Côte d'Ivoire. Joël Hounsino cumule 29 ans d'expérience dans le transport et la logistique. En effet, après avoir débuté sa carrière au sein des cabinets d'audit Arthur Andersen et Coopers & Lybrand, il rejoint le groupe Bolloré (devenu AGL) en 1995. Il y

occupera d'importantes fonctions stratégiques, dont celle de DG de la Société internationale de transport africain par rail (Sitarail), la jumelle ivoirienne de Camrail.

Joël Hounsino mettra désormais l'expérience acquise au sein de cette entreprise ivoirienne au profit du transport ferroviaire camerounais, engagé depuis quelques années dans un ambitieux programme d'investissements. Par exemple, défendant l'enveloppe budgétaire de son département ministériel pour l'année 2025 il y a quelques jours, le ministre des Transports, Jean Ernest Massena Ngalle Bibebe, a révélé aux députés que l'État du Cameroun, à qui incombe la gestion du transport des personnes par rail, se prépare à acquérir 64 voitures voyageurs et cinq locomotives pour Camrail. Ces investissements, à réaliser dans le cadre du plan quinquennal 2, qui couvre la période 2024-2029, permettra non seulement de renforcer les capacités de transport de l'entreprise, mais aussi et surtout de lancer un train express entre Douala et Ngaoundéré, après celui qui relie actuellement les deux capitales du pays.

Sur sa table, le nouveau DG de Camrail trouvera également des dossiers relatifs au développement du réseau ferroviaire national. Il s'agit notamment de la réhabilitation et la construction, avec un écartement standard, de certaines lignes. C'est le cas des lignes Douala-Yaoundé, Douala-Ngaoundéré, et de l'extension du chemin de fer camerounais vers le Tchad, au départ du terminal de Ngaoundéré. Selon le gouvernement camerounais, il se profile également à l'horizon la création de nouvelles lignes ferroviaires, telles que Limbe-Idenau ou encore Édéa-Kribi-Lolabé-Campo.

Opérateur du réseau ferroviaire camerounais depuis 1999, Camrail revendique environ 12 milliards de FCFA d'investissements en moyenne chaque année, ainsi que 10 milliards de FCFA d'impôts et taxes reversés à l'Etat. L'entreprise emploie 1500 personnes et environ 4000 personnels dans la sous-traitance. En 2023, Camrail annonce avoir transporté 1 513 483 tonnes de fret et 859 771 personnes, en hausse de 16% en glissement annuel. En 2023, l'entreprise a révélé, dans un document interne, n'avoir effectué qu'une seule distribution de dividendes en 24 ans, préférant « réinvestir dans l'outil de production ».

Elise Nguéné

## SÉCURISATION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES

## Le rôle de PortSec SA au Port Autonome de Douala

La modernisation du Port Autonome de Douala (PAD) se poursuit avec la mise à niveau des normes de sécurité, devenue un impératif stratégique pour répondre aux exigences du commerce mondial. Mais comment ces efforts contribuent-ils à hisser le PAD au rang de hub incontournable en Afrique centrale et à renforcer sa compétitivité sur la scène internationale ?

Le manque de sécurisation des infrastructures portuaires en Afrique représente un frein majeur au développement économique et à l'intégration régionale. Les ports africains, qui traitent environ 90 % du commerce extérieur du continent, sont souvent des cibles privilégiées pour des activités illicites telles que le trafic de drogues, d'armes et de marchandises contrefaites. À cela s'ajoute une vulnérabilité croissante aux cyberattaques : en 2022, une étude a révélé que près de 50 % des ports africains n'étaient pas suffisamment préparés à contrer des intrusions numériques, compromettant leurs systèmes de gestion et paralysant leurs opérations pendant plusieurs jours. Les répercussions financières sont alarmantes. Chaque année, les ports du continent perdent collectivement plusieurs milliards de dollars à cause des retards, des vols et des dommages liés à l'insécurité. Par exemple, en 2020, des cargaisons d'une valeur estimée à 500 millions de dollars ont été perdues ou détournées dans les ports ou durant leur transit en Afrique de l'Ouest. De tels incidents augmentent également les coûts d'assurance et dissuadent les investisseurs étrangers. Sans une sécurisation renforcée, les ports africains ne pourront pas tirer pleinement parti des opportunités offertes par des initiatives comme la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Elle pourrait générer jusqu'à 450 milliards de dollars de

revenus supplémentaires pour le continent d'ici 2035. Face à cela, le cas du Port Autonome de Douala, dont la sécurité est aujourd'hui gérée par l'entreprise PortSec SA, illustre les principales mesures de sécurisation d'infrastructures que peuvent adopter les acteurs du secteur en Afrique.

PortSec SA : pierre angulaire de la sécurité au Port de Douala

Le Port Autonome de Douala (PAD) est l'un des piliers du commerce en Afrique centrale avec un chiffre d'affaires de 119,6 milliards de FCFA en 2023. Comme tous les ports de son envergure, il fait face à des défis complexes en matière de sécurité et de fluidité des opérations. Ces dernières années, des efforts significatifs (installation d'une barrière de sécurité de 10 km et d'un système de vidéosurveillance intelligent) ont été déployés pour renforcer la protection des installations portuaires, notamment grâce à l'entreprise PortSec SA qui emploie aujourd'hui plus de 100 personnes. Ce partenariat a permis l'introduction de technologies modernes et de meilleures pratiques pour répondre aux vulnérabilités liées à la criminalité et aux inefficacités logistiques.

Les effets sont notables : une réduction des vols de marchandises de 35 % entre 2019 et 2023. À cela s'ajoute une gestion plus fluide des flux commerciaux, une diminution des pertes de marchandises, et une

réduction des coûts opérationnels.

En améliorant la transparence des processus et en limitant les pertes liées à la corruption, le PAD a vu ses recettes douanières augmenter. Ces fonds supplémentaires ont été réinvestis dans des projets structurants tels que des écoles, des hôpitaux et des infrastructures routières, contribuant ainsi au développement national.

«PortSec a permis de considérablement stimuler le trafic maritime grâce aux différentes mesures de sécurités mises en place. Le PAD se positionne aujourd'hui comme une infrastructure plus sûre et plus compétitive dans la région grâce à ce partenariat avec PortSec», constate un analyste en sécurité portuaire. Ce renforcement de la sécurité a également valu au PAD d'obtenir la certification ISO 9001:2015 en 2022, une reconnaissance de la qualité de ses services et de sa conformité aux normes internationales.



PortSec SA contribue à ancrer le PAD dans la dynamique du commerce mondial

En conjuguant modernisation, sécurité renforcée et innovation technologique, le Port Autonome de Douala s'affirme comme un acteur incontournable en Afrique centrale. Et si cette évolution repose sur une vision stratégique, elle est avant tout rendue possible par des collaborations clés, notamment avec PortSec SA, qui contribue à ancrer le PAD dans la dynamique du commerce mondial.

Placide Onguéné



## PRODUITS PÉTROLIERS

## Louis Paul Motaze rassure sur la stabilité des prix à la pompe en 2025

Dans une vidéo apparue sur les réseaux sociaux en fin de semaine dernière, le ministre camerounais des Finances, Louis Paul Motazé, rejette catégoriquement l'idée d'une nouvelle hausse des prix des carburants à la pompe en 2025, après celles survenues en 2023 et 2024 sous la pression du Fonds monétaire international (FMI).



Louis Paul Motazé, Ministre des Finances

La sortie du ministre Motazé vise certainement à rassurer les populations camerounaises. En effet, les supputations autour d'une nouvelle augmentation des prix à la pompe vont bon train dans le pays. Celles-ci sont consécutives à la découverte dans le projet de loi de finances 2025, finalement adopté en l'état par les députés, de la prévision du gouvernement de réduire la subvention aux carburants de 94% en 2025, passant de 263 milliards de FCFA en 2024 à seulement 15 milliards de FCFA l'année prochaine.

« Je crois que beaucoup ont vu que le soutien, c'est-à-dire la subvention pour les produits pétroliers, baisse. Et ils en

ont déduit que si elle baisse, c'est parce qu'on va augmenter les prix des carburants à la pompe. Mais, c'est faux ! Ça n'existe pas dans le projet (de loi de finances). La subvention baisse parce que le prix sur le marché international baisse. Quand le prix sur le marché international baisse, il vient rejoindre un peu le prix à la pompe ici. Et à ce moment-là, nous n'avons plus besoin du soutien. Parce que le soutien survient lorsque vous avez un prix à l'international qui est élevé. Mais, comme nous ne voulons pas impacter le pouvoir d'achat des citoyens, on n'augmente pas le prix à la pompe. Du coup, vous avez un différentiel, parce que vous avez importé les produits pétroliers à un prix élevé, mais vous ne répercutez pas ce prix à la pompe. Et comme c'est l'État qui supporte ce différentiel, on l'appelle le soutien. Maintenant, si le prix à l'international baisse et qu'on n'a plus besoin de soutenir, la subvention baisse. Cela ne signifie pas qu'on va augmenter les prix », explique le ministre

des Finances.

En d'autres termes, la baisse drastique de la subvention des carburants projetée par le gouvernement en 2025 repose essentiellement sur l'hypothèse d'une baisse des prix du brut et des produits pétroliers finis sur le marché international, tout au long de l'année prochaine. Selon le propos du ministre Motazé, ces prix d'achat à l'international devraient permettre de se rapprocher des prix actuellement pratiqués à la pompe au Cameroun, en y incluant la panoplie des taxes et autres redevances (une bonne trentaine, NDLR) qui, selon la structure des prix des produits pétroliers, renchérisent lesdits produits entre le port de débarquement (depuis l'incendie à la Sonara, le pays importe tous les produits pétroliers finis) et les stations-service du pays.

Au demeurant, s'il éclaire l'opinion sur les motivations de la prévision gouvernementale de réduire de 94% la subvention des produits pétroliers à la pompe en 2025, le ministre Motazé semble exclure toute hypothèse de la survenue d'un événement exogène pouvant chambouler toutes les prévisions gouvernementales, eu égard à la volatilité du marché international des hydrocarbures. A titre d'exemple, avant mars 2020 au Cameroun, il était difficile d'envisager les effets du Covid-19 sur le marché mondial, en général, et sur le marché des hydrocarbures, en particulier.

Il en est de même du déclenchement, en février 2022, du conflit russo-ukrainien, dont les conséquences sur le commerce international commencent à peine à se dissiper.

Fort de ce qui précède, et en dépit de la tendance baissière des cours mondiaux des produits pétroliers finis actuellement observée sur le marché international, il n'est pas prudent de faire des prévisions reposant exclusivement sur une conjoncture favorable. Sur cette base, une évolution des cours à la hausse, suite à une conjoncture internationale défavorable en cours d'année, pourrait bien mettre le gouvernement camerounais face à un dilemme : procéder à une nouvelle augmentation des prix à la pompe, en droite ligne de l'engagement pris dans le cadre du programme économique et financier avec le FMI, qui s'achève en 2025 et pourrait éventuellement ouvrir la voie à un nouveau programme dès 2026 ; ou alors se mettre à dos cette institution de Bretton Woods, en faisant le choix d'augmenter l'enveloppe de la subvention des carburants pour éviter une hausse des prix à la pompe en année électorale, comme le subodore l'agence de notation américaine Fitch dans son dernier rapport sur le Cameroun. À ce stade, aucune de ces hypothèses n'est à exclure, même si les signaux sont pour l'instant au vert.

Paul Nkala

## RENFORCEMENT DES RECETTES FISCALES

### La taxe sur les transferts d'argent étendue aux jeux de hasard en ligne

Dans sa quête de diversification des revenus et d'optimisation des recettes fiscales, le Cameroun veut introduire une réforme majeure qui entrera en vigueur l'année prochaine. Il s'agit de l'imposition des jeux de hasard et de divertissement en ligne. Cette mesure, prévue dans le projet de loi de finances 2025, vise à inclure ces opérations dans le champ de la taxe sur les transferts d'argent, appliquée depuis 2022.

Le chapitre IV de la loi de finances comptant pour l'exercice 2025, stipule que les opérations effectuées sur les plateformes électroniques de jeux de hasard et de divertissement seront désormais soumises à un taux d'imposition spécifique. Contrairement au taux standard de 0,2 % appliqué aux transferts et retraits d'argent traditionnels, les transactions liées à ces activités seront taxées à 1 %. Concrètement, un retrait de 50 000 FCFA depuis une plateforme de paris sportifs entraînera une taxe de 500 FCFA.

En outre, chaque opération de transfert, quel que soit son montant, sera assortie d'un droit fixe de 4 FCFA. « Sont passibles de la taxe sur les transferts d'argent, les opérations effectuées à partir des plateformes électroniques de jeux de hasard et de divertissement. Le taux est liquidé au taux de 0,2 % du montant transféré ou retiré. Ce taux est porté à 1 % pour les transferts et retraits d'argent réalisés via des plateformes électroniques de jeux de hasard et de divertissement », précise le projet de loi susmentionné.

Jusqu'à présent, la taxe sur les transferts d'argent, entrée en vigueur le 1er janvier 2022, s'appliquait uniquement aux opérations réalisées via des moyens laissant une trace : transferts électroniques, mobile money, ou encore retraits en numéraire consécutifs à ces transferts. En étendant cette fiscalité aux jeux de hasard en ligne, le gouvernement entend capter une part des flux financiers générés par des activités en pleine croissance, notamment les paris sportifs et les casinos virtuels. « Cette stratégie de taxation illustre également la volonté des autorités de mieux encadrer un secteur parfois critiqué pour ses dérives sociales, tout en tirant parti de son potentiel économique », analyse un expert.

Outre cette taxe sur les transferts, le secteur des jeux de hasard et de divertissement sera soumis à de nouvelles obligations fiscales en 2025. Le ministre des Finances, Louis Paul Motazé, a défendu devant le Parlement une réforme de la fiscalité locale visant à



Les transactions liées à ces activités seront taxées à 1

intégrer ces activités dans le champ de la contribution des licences. Cette mesure devrait rapporter environ 500 millions de FCFA aux caisses de l'État, selon les estimations officielles.

#### LES TRANSFERTS POSTAUX ÉGALEMENT CONCERNÉS

Le projet de loi de finances 2025 ne se limite pas aux jeux en ligne. Il introduit une autre innovation : l'application de la taxe sur les transferts d'argent aux transactions effectuées via les services postaux. Toutefois, cette taxe sera plafonnée, ne pouvant excéder les

commissions perçues par les opérateurs postaux. « Pour les opérations de transfert postal de fonds, le montant de la taxe sur les transferts d'argent est plafonné au montant de la commission perçue par l'entreprise prestataire », précise le texte.

Cédric Boyomo



## AFIS 2024

## Des solutions financières innovantes pour l'Afrique de demain

L'édition 2024 de l'Africa Financial Summit (AFIS) s'est tenu le 9 décembre dernier à l'hôtel Hyatt Regency de Casablanca au Maroc, réaffirmant le positionnement stratégique de la ville en tant que hub financier incontournable du continent africain. Cet événement majeur attire un grand nombre de décideurs, d'experts et de leaders économiques pour débattre des réformes et des innovations nécessaires à la refonte du paysage financier africain.



Ouverture de l'édition 2024 de l'African Financial Summit à Casablanca au Maroc

Créé par Jeune Afrique Media Group et l'Africa CEO Forum, en partenariat avec la Société Financière Internationale (IFI), l'AFIS s'est progressivement imposé comme une plateforme de référence. Il réunit chaque année des personnalités influentes du monde de la finance, des gouvernements, ainsi que des représentants du secteur privé, afin d'échanger sur les moyens de bâtir un système financier inclusif, résilient et adapté aux besoins spécifiques de l'Afrique.

L'édition 2024 a mis l'accent sur des thématiques cruciales, telles que l'intégration régionale, le financement des petites et moyennes entreprises (PME), et le rôle des nouvelles technologies dans la transformation des services financiers. Ces sujets, au cœur des préoccupations du continent, sont abordés à travers des panels interactifs, des ateliers spécialisés et des échanges entre participants venus de toute l'Afrique et d'ailleurs.

Cette édition, organisée sous le thème « Le temps des puissances financières africaines est venu », a réuni plus de 1000 leaders du secteur financier, décideurs politiques et régulateurs issus de 40 pays. La cérémonie d'ouverture, a été marquée par la présence de figures majeures comme Nadia Fettah Alaoui, ministre de l'Économie et des Finances, Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce, et Karim Zidane, ministre délégué chargé de l'Investissement.

Nadia Fettah Alaoui a mis en avant les priorités stratégiques pour bâtir un système financier africain intégré, solide et résilient, capable de répondre aux défis du continent tout en libérant son potentiel. Soulignant l'engagement du Royaume sous la vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, la ministre a déclaré que le Maroc ne se positionne pas comme le centre de l'Afrique, mais aspire à être au cœur de chaque Africain en partageant une ambition commune de prospérité, de justice et de durabilité. Cette vision s'appuie sur une approche collaborative, qui met en avant la nécessité d'améliorer la fluidité des capitaux pour financer des projets structurants, renforcer la solidité du système financier en favorisant la gouvernance et la régulation, ainsi que mobiliser des solutions innovantes pour soutenir le développement économique et social.

Le Sommet a également été l'occasion pour Fettah Alaoui de rappeler que l'Afrique dispose d'atouts considérables pour s'imposer comme un acteur clé dans l'économie mondiale, à condition de miser sur une meilleure intégration économique régionale, une mobilisation

accrue des ressources et un accompagnement des jeunes et des entrepreneurs.

La ministre a déclaré que l'esprit de l'AFIS repose sur la transformation des institutions financières pour répondre aux aspirations des populations, en adoptant une approche inspirée des matériaux composites, alliant souplesse et solidité. Elle a ainsi mis en avant trois priorités

fondamentales : la fluidité, pour optimiser la circulation des capitaux et les orienter vers des usages stratégiques accessibles à tous ; la solidité, en renforçant la régulation, la gouvernance et la résilience macroéconomique ; et la libération des énergies, à travers des financements innovants pour relever les défis de la transition écologique et de l'inclusion sociale.

Le Maroc, en tant que plateforme incontournable pour les échanges intercontinentaux et les financements novateurs, se veut un modèle d'engagement au service d'une Afrique unie et ambitieuse. Cette dynamique est portée par des initiatives comme le PAPSS (Système panafricain de paiement et de règlement), qui simplifie les transactions entre les pays africains, ou encore des investissements stratégiques dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures.

Un panel de haut niveau a suivi, réunissant des personnalités telles que Mohamed El-Kettani, DG d'Attijariwafa Bank, Jeremy Awori, DG d'Ecobank Transnational Incorporated, Sérgio Pimenta, vice-président de l'IFC pour l'Afrique, et Tarik Senhaji, DG de la Bourse de Casablanca.

Les discussions ont porté sur des enjeux critiques, tels que la consolidation du secteur financier, l'interopérabilité des systèmes, l'intégration des avancées technologiques et l'importance du capital humain.

L'AFIS 2024 intervient dans un contexte marqué par des défis majeurs, notamment l'inflation mondiale, les tensions géopolitiques et les pressions liées à la transition écologique. Ces défis exigent des réformes profondes pour renforcer la résilience du secteur financier africain et mobiliser les capitaux nécessaires au développement économique du continent.

Les travaux de cette édition mettent également l'accent sur l'importance de mobiliser les ressources locales pour des investissements productifs, réduire les coûts et délais des transactions transfrontalières, et renforcer les institutions financières grâce à des exigences en capital accrues. L'intégration de la main-d'œuvre informelle dans l'économie formelle via la digitalisation des services bancaires et d'assurance est aussi un sujet central, tout comme la nécessité de construire un marché boursier panafricain pour dépasser la fragmentation actuelle des marchés.

André Noir

## AFRICA FINANCIAL SUMMIT

## Mohamed El Kettani, PDG d'Attijariwafa Bank souligne la nécessité de créer un système de paiement intégré pour l'Afrique

Présent à l'Africa Financial Summit 2024 qui s'est ouvert lundi 9 décembre 2024 à Casablanca, le Président-Directeur Général du premier groupe bancaire marocain a souligné la nécessité de créer un système de paiement intégré pour l'Afrique, afin de soutenir la transformation économique du continent. Mohamed El Kettani plaide pour une approche progressive, impliquant des pays économiquement stables et la collaboration avec les fintechs.



Mohamed El Kettani, PDG d'Attijariwafa Bank

La ville de Casablanca accueille depuis lundi 9 décembre 2024, l'Africa Financial Summit, un rendez-vous majeur pour l'industrie financière africaine. Mohamed El Kettani, Président-Directeur Général d'Attijariwafa Bank, a profité de cet événement pour appeler à la mise en place d'un système de paiement intégré à l'échelle du continent, soulignant son importance stratégique dans le contexte de la transformation économique africaine. Pour le patron du premier groupe bancaire marocain, l'Afrique a plus que jamais besoin de banques panafricaines qui « doivent émerger, prendre de l'ampleur, de la robustesse et de la solidité financière pour pouvoir accompagner la transformation du continent », a-t-il confié à le360.ma.

Ainsi, face aux défis majeurs tels que le financement des infrastructures, l'inclusion financière et les risques climatiques, Mohamed El Kettani plaide pour une approche progressive : démarrer avec un groupe de pays économiquement stables pour poser les bases de ce système, capable de gérer les 42 monnaies africaines. Une collaboration étroite avec les fintechs, reconnues pour leur capacité d'innovation, serait essentielle pour assurer le succès de ce projet. Cette initiative devrait, a-t-il laissé entendre, favoriser le processus de mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (Zlecaf) et vise à renforcer l'intégration financière en Afrique.

Organisé par Jeune Afrique Media Group en partenariat avec la Société Financière Internationale (IFI), le

sommet qui s'achève ce 10 décembre réunit en effet plus de 1 000 acteurs de la finance (banquiers, assureurs, responsables de fintech, décideurs publics et régulateurs) autour du thème : « Une nouvelle ère : le temps des puissances financières africaines est venu ». Pour Mohamed El Kettani, cet événement est une plateforme idéale pour réfléchir collectivement aux défis majeurs qui freinent le développement du secteur financier africain. Parmi ces enjeux, il identifie quatre axes prioritaires.

## UNE VISION POUR TRANSFORMER LE CONTINENT

Le premier est le financement des infrastructures, où le continent accuse un retard important avec des besoins chiffrés à 1 200 milliards de dollars. Viennent ensuite la réponse aux risques climatiques, l'accompagnement de l'industrialisation africaine afin de valoriser les ressources localement, et enfin, une bancarisation accrue des populations, notamment pour les femmes, afin de renforcer l'inclusion financière. Ainsi, l'appel de Mohamed El Kettani s'inscrit dans une vision plus large : celle d'un secteur bancaire africain plus robuste, capable de soutenir le développement économique et social du continent. Car, a-t-il fait remarquer, en renforçant l'intégration régionale et en s'attaquant aux problématiques structurelles, le système financier pourrait devenir un moteur clé de la prospérité africaine.

A.N



## GOUVERNANCE

## PRESTATIONS CONSULAIRES

# Le E-visa a généré 29 milliards de Fcfa de recettes en 2 ans

## anscrédit accordés aux PME

Au Cameroun, la mise sur pied du E-visa a permis de mobiliser 29 milliards de Fcfa de recettes. D'après le ministre camerounais des Relations extérieures Le Jeune Mbella Mbella, ces recettes ont été mobilisées sur la période allant d'avril 2023 à octobre 2024.



29 milliards de Fcfa de recette en 2 ans

D'après le ministre des Relations extérieures (Minrex) Le Jeune Mbella Mbella, ce montant a été cumulé sur deux années « sur la période d'avril 2023 à octobre 2024 », a-t-il annoncé devant le Parlement, le 3 décembre dernier. En effet, l'application a comptabilisé le nombre de personnes enrôlées en ligne, la délivrance

soit à l'aéroport, soit à une représentation diplomatique du visa. Soit au total sur deux ans de 157 688 personnes. Il faut dire que cette initiative du gouvernement de digitaliser le processus de délivrance des visas au Cameroun a été initié en 2022 rentre dans le cadre du projet de sécurisation des prestations consulaires. Avec pour but, de rompre avec les paiements en cash dans le cadre des procédures de délivrance de visas aux étrangers dans le but de sécuriser les recettes de l'Etat. Celui-ci est divisé en trois volets : tout d'abord, le renforcement du dispositif de sécurité. « Centraliser et de protéger les données enregistrées sur la

plateforme numérique; contrôler le flux des entrées et des sorties sur le territoire par le déploiement des terminaux dans les points terrestres, maritimes, aériens et portuaires et garantir la sécurité maximale des documents diplomatiques », avait indiqué le Minrex lors de l'annonce du projet en 2022.

Le second volet consiste en « la réduction des distances à parcourir et les files d'attente dans les ambassades. Ces problèmes font partie des griefs dénoncés notamment par la diaspora et les étrangers désireux de séjourner au Cameroun », a-t-il ajouté. Pour le dernier volet, le gouvernement pense que « les recettes de l'Etat seront mieux sécurisées, car le paiement des prestations se fera désormais en ligne sur une plateforme dont le suivi permettra une gestion transparente de ces recettes, conformément aux dispositions de la loi de finances pour l'exercice 2022, en son article 21 ».

Demande de visa exclusivement en ligne dès 2025

Confié à l'entreprise ivoirienne Impact Palmarès pour une période de 10 ans, E-visa constitue la première étape de la transformation numérique de l'appareil diplomatique du pays et que, dorénavant toutes les demandes de visas à destination du Cameroun se font exclusivement en ligne dès 2025 pour un coût élevé de 100 000 Fcfa pour une durée de six mois. « Pour les demandeurs des zones éloignées des Postes de non-couverture, une autorisation de délivrance de visa en ligne assortie d'un QR code clôture cette phase d'approbation de la demande. Pour ceux résidant dans la ville où est située le Poste compétent, une notification par mail ou SMS leur est envoyée pour une prise de rendez-vous en vue de leur présentation pour la formalité d'enrôlement biométrique », a précisé le Minrex au cours du Parlement.

Placide Onguéné

## LUTTE CONTRE LA DEFORESTATION

# Une enveloppe de 37 milliards de Fcfa pour la 1ère phase

L'annonce a été faite lors des travaux de la 25e réunion du Conseil d'administration de l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI). Cette première phase sera concentrée sur le renforcement des capacités nationales et locales en matière de lutte contre la déforestation.



Renforcement des capacités en matière de lutte contre la déforestation

Les 3 et 4 décembre 2024, le Cameroun a accueilli les travaux de la 25e réunion du Conseil d'administration de l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (Cafi). La tenue de ces travaux est intervenue simultanément avec le début de la mise en œuvre de la feuille de route du partenariat Cameroun-Cafi signé le 8 octobre dernier en Allemagne par le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey et la ministre britannique du Développement international et le ministre du gouvernement fédéral allemand chargé de l'aide au développement économique, Anneliese Dodds.

Il est alors prévu dans le cadre de ce partenariat que vient d'être lancé qu'il se déploie en 3 phases dont la première débutant en 2025 avec une enveloppe de 60 millions de dollars soit 37,093 milliards de Fcfa. Celle-ci se concentrera uniquement au renforcement des capacités nationales et locales en matière de lutte contre la déforestation. La 2e phase dénommée phase d'engagement couvrira la période 2027-2030 et sera consacrée à la réduction de la déforestation. Enfin la dernière phase dite d'expansion (après 2030), visera l'accroissement des financements et des actions à grande échelle. Précision

(CAFI), lancée lors du Sommet des Nations Unies pour le développement durable en septembre 2015. À court terme, le Cameroun vise à stabiliser et réduire la déforestation annuelle, actuellement estimée à 110 000 hectares, tout en atteignant les objectifs de sa Stratégie Nationale de Développement 2030.

De l'autre côté, les autorités du Cafi ambitionnent mobiliser 2,5 milliards de dollars (soit environ 1 499,2 milliards de Fcfa), sur les dix prochaines années et des mesures visant à réconcilier prospérité économique et la protection des forêts en faveur du Cameroun.

Rappelons que le CAFI est engagé dans la lutte contre la déforestation de masse et à la préservation de la biodiversité es dans tous les pays de la Cemac à l'exception du Tchad. Depuis 2015, l'Organisation internationale revendique un portefeuille d'engagements de 892,5 millions de dollars (soit plus de 530 milliards de Fcfa), dont 550,6 millions de dollars (plus de 330,1 milliards de Fcfa) transférés aux Etats pour la réalisation de 46 projets approuvés dans le cadre de la réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts.

Cédric Boyomo

## DEPENSE PUBLIQUE

# Le gouvernement satisfait de l'exécution du budget au premier semestre 2024

La direction générale du Budget vient de publier le rapport qui révèle un solde budgétaire positif dans l'exécution du budget 2024 au premier semestre dans un contexte marqué par de nombreux défis.

Le relèvement du prix du carburant à la pompe ; la revalorisation des salaires et des allocations familiales ; la contraction de l'activité dans le secteur pétrolier en 2024 sont entre autres éléments de contexte dans lequel s'est exécuté le budget au premier semestre 2024. Des réalités qui ont amené le gouvernement à revoir l'enveloppe budgétaire à la hausse, passant ainsi de 6 740,1 milliards à 7 278,1 milliards de Fcfa, soit une hausse de 538,0 milliards de Fcfa. La direction générale du budget du ministère des Finances vient de donner toutes ces informations dans le rapport d'exécution de ce budget au premier semestre publié sur leur site Web. On peut y lire que les recettes budgétaires ont été mobilisées à hauteur de 2 380,6 milliards de Fcfa sur une prévision annuelle de 5 235,1 milliards dans la loi de finances. Elles enregistrent une baisse de 56 milliards par rapport à la même date en 2023. Les recettes budgétaires mobilisées se répartissent en recettes internes (2 358,3 milliards de Fcfa) et dons (22,3 milliards de Fcfa). S'agissant des ressources internes (recettes pétrolières et recettes non pétrolières), elles ont été recouvrées à hauteur de 2 358,3 milliards sur une prévision révisée de 5 131,3 milliards. Les recettes pétrolières sont en baisse de 104,4 milliards de F par rapport à la même période en 2023. Elles s'établissent à 348,9 milliards de Fcfa. Les recettes non pétrolières (recettes fiscales et non fiscales) ont été mobilisées à hauteur de 2 009,4 milliards de Fcfa, soit 1 884,1 milliards de Fcfa de recettes fiscales. « Elles sont en augmentation de 90,5 milliards, du fait principalement de



L'Etat satisfait de l'exécution du budget au premier semestre 2024

la hausse des impôts et taxes », explique-t-on. L'administration douanière sur une prévision de 1 094,6 milliards de F a pu recouvrer 479,3 milliards de Fcfa. A la même période en 2023, ces réalisations étaient de 481,8 milliards. Pour ce qui est des dépenses, au 30 juin 2024, les charges du budget de l'Etat ont été exécutées à hauteur de 3 079,0 milliards, soit un taux d'exécution de 42,3%. Elles comprennent 3 077,0 milliards pour le budget général et 2 milliards de F pour les comptes d'affectation spéciale. « Les résultats de l'exécution budgétaire à fin juin 2024 sont satisfaisants tant en matière d'atteinte des cibles intermédiaires qu'en matière de respect des règles de gestion. Tous les soldes budgétaires sont excédentaires. Bien plus, le déficit budgétaire global s'est réduit par rapport à l'objectif annuel. Le Cameroun a respecté tous les critères quantitatifs périodiques du Programme économique et financier conclu avec le FMI », peut-on lire. Pour une meilleure exécution du budget au cours des six prochains mois, le rapport recommande entre autres l'amélioration de la mobilisation des recettes budgétaires, l'efficacité des dépenses publiques et l'optimisation de l'utilisation des financements extérieurs.

Omer Kamga



## MOBILE MONEY

# Les start-up financières et les opérateurs télécoms rivalisent sur un marché en pleine mutation

L'écosystème des services financiers numériques, également appelés technologies financières ou « Fintech », continue de s'établir et de croître en Afrique. Bien que l'Afrique soit en retard par rapport à d'autres régions en développement en ce qui concerne les principaux services financiers numériques, elle consolide toutefois une forte avance dans la détention de comptes d'argent mobile et la réalisation d'opérations via ces comptes, indique la Banque européenne d'investissement (BEI).



Débloquer l'investissement à l'ère de la transformation numérique

Dans son rapport 2025 « La finance en Afrique : débloquer l'investissement à l'ère de la transformation numérique et de la transition climatique », l'institution financière affirme qu'en janvier 2024, il y avait plus de 1263 entreprises de technologie financière actives en Afrique, contre 1049 en avril 2022 et 450 en 2020. Les services de paiement et de prêt restent les produits financiers numériques prédominants : 33 % des entreprises du secteur proposent des solutions de paiement et 19 % des produits de prêt.

Le secteur des technologies financières en Afrique a enregistré une croissance modérée au cours des deux dernières années, après une expansion rapide entre 2020 et 2022. En 2023, il y a eu un ralentissement marqué des investissements dans les services financiers en Afrique, tant en termes de nombre d'opérations que de montant des capitaux investis. Selon la BEI, qui cite une étude de 2024 de la Global Private Capital Association (GPCA), ce ralentissement a fait ressortir une baisse de 78 % en glissement annuel de la valeur des investissements dans le secteur des technologies financières en 2023. Cela est dû à la forte augmentation du coût du financement des investissements et des apports de capital-investissement résultant du resserrement des conditions de

financement à l'échelle mondiale. L'analyse des capitaux investis par domaine montre que les paiements et les prêts en ligne sont les principaux domaines d'investissement dans les technologies financières : 35 % des capitaux (199 millions de dollars) ont été investis dans les paiements et 27 % (156 millions de dollars) dans les prêts en ligne.

Les sociétés de capital-risque ont investi seulement 0,5 milliard de dollars dans 73 opérations ciblant des entreprises de services financiers africaines, dont des entreprises de technologie financière éditrices de logiciels. Les données préliminaires pour le premier trimestre de 2024 confirment cette tendance à la décélération, qui devrait se poursuivre pendant la majeure partie de l'année. Cette tendance est comparable à celle observée dans d'autres régions, telles que l'Asie du Sud-Est, où la baisse de l'investissement (en valeur) était de 74,8 %, et l'Amérique latine, où la baisse était de 43,8 %. Seule exception, le Moyen-Orient a enregistré une augmentation des investissements dans les services financiers de 52,7 %, quoiqu'à partir d'une base d'investissement très faible en 2021.

L'écosystème des technologies financières représente un vaste pan du secteur financier, estimé à au moins 10 à 12 % sur la base des recettes.

Un service qui séduit Les entreprises de technologie financière restent fortement concentrées dans les plus grandes économies d'Afrique. Le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Kenya et l'Égypte accueillent environ 70 % des entreprises du secteur en Afrique et attirent environ 80 % des financements dans les technologies financières. Le Nigeria est le leader du marché des technologies financières et accueille 28 % de toutes les entreprises du secteur sur le continent. Plusieurs facteurs expliquent l'adoption des technologies financières en Afrique. Les entreprises de technologie financière en Afrique proposent des services financiers jusqu'à 80 % moins chers, selon les estimations, que les services bancaires traditionnels et des taux de rémunération de l'épargne jusqu'à trois fois plus élevés. D'autres facteurs non tarifaires contribuent à l'essor des technologies financières : des smartphones plus abordables et une pénétration accrue de la téléphonie mobile ; une pénétration accrue de la connectivité Internet, notamment la 4G et la 5G ; un vivier toujours plus étoffé de techniciens expérimentés ; une population jeune et technophile avide de services liés à la technologie ; l'urbanisation ; le passage d'une économie informelle à une économie formelle.

## LE CHOIX DE L'ACCESSIBILITÉ

Malgré le développement rapide des fintechs, les services d'argent mobile continuent de jouer un rôle clé dans le développement des services financiers numériques en Afrique, où l'accès à Internet reste un défi malgré l'amélioration de la connectivité enregistrée. Moins de 50 % de taux d'accès, selon l'Union internationale des télécommunications. Les données fournies par le rapport 2024 de l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) montrent que pour le seul mois de décembre 2023, le

total des opérations en argent mobile en Afrique subsaharienne a augmenté de 2,0 % en valeur nominale et de 9,6 % en volume par rapport à décembre 2022, passant de 79,4 milliards de dollars à 80,9 milliards de dollars. L'ensemble du continent africain (y compris l'Afrique du Nord), avec ses 269 services Mobile Money actifs, représente environ trois quarts des opérations financières effectuées par mobile dans le monde en volume (74 %) et deux tiers en valeur (66 %). La part de l'Afrique du Nord ne s'élève toutefois qu'à 0,2 % et 0,5 %, respectivement. La valeur totale des opérations en argent mobile en Afrique subsaharienne est passée d'environ 832 milliards de dollars en 2021 à 912 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 9,6 % par rapport à une augmentation moyenne mondiale de 11,5 %.

S'agissant du nombre d'opérations, l'augmentation annuelle est de 37,8 % pour l'Afrique subsaharienne, contre une augmentation moyenne de 32,2 %. L'Afrique de l'Est est à nouveau la première région du continent et représente environ 53 % des opérations en argent mobile en valeur et 61 % en volume. L'Afrique de l'Ouest, qui est tirée par le Nigeria, vient en deuxième position avec 38 % des opérations en argent mobile en valeur et 31 % en volume.

L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest représentent environ 90 % de toutes les opérations en argent mobile sur le continent (tant en volume qu'en valeur). La place prépondérante de ces régions dans l'écosystème numérique africain s'explique par l'importante population urbaine et jeune, par le nombre de connexions mobiles et par la présence de plateformes numériques gérées par les opérateurs de téléphonie mobile. Les comptes d'argent mobile sont devenus un vecteur majeur de l'inclusion financière des femmes en Afrique subsaharienne. La BEI soutient que des données de Brookings (2024) et de la Banque mondiale (2022) montrent que l'argent mobile se substitue aux comptes auprès de banques physiques traditionnelles.

Placide Onguéné

**Eco-tidien**  
Journal d'information économique et financière

Siège Social et Rédaction, Akwa - Douala  
Récépissé de déclaration  
N°000127/RDDJ/C19/BRP du 06 Avril 2011  
B.P : 13096 Douala  
Tél. : 677 239 567 / 696 820 394  
Mail : journal.ecotidien@gmail.com  
Web : www.ecotidien.com

**DIRECTEUR DE PUBLICATION  
ET REDACTEUR EN CHEF**  
Bertrand ABEGOUMEGNE

**CONSEIL EDITORIAL**  
Cyrille ONANA, Ludovic FANSI  
Alain MINOUE

**REDACTION CENTRALE**  
Elise NGUELE, Cédric BOYOMO,  
Christian ADONG, Hassan MAMA  
Vanessa EBOULIE, Paul NKALA  
André Noir, Placide ONGUENE

**MISE EN PAGE**  
Jules HERVÉ INFX.

**IMPRIMERIE**  
Macacos

**DISTRIBUTION**  
Messapresse

**TIRAGE**  
1000 exemplaires

Une Publication de l'Agence Rhéma Services







# Special St. Valentine

**13 FEB TO 18 FEB**

- 02 nights in Cairo based on BB (Bed & Breakfast)
- 03 nights in HURGHADA on All-Inclusive Basis.
- The service of meet and assist at all destinations.
- All transfers by bus A/C Vehicles.
- Full day tour to Pyramids & Egyptian Museum
- Dinner Nile cruise including show
- English speaking guide
- Entry visa
- Airfares
- 4 Stars Hotel

**Double Room / person**  
**950,000 XAF**

**Single Room / person**  
**1,150,000 XAF**

 Rue Ecobank, face Bicec parking, Bonanjo  
 [Egyptair.dlasales@euro-world.in](mailto:Egyptair.dlasales@euro-world.in)  
 [www.egyptair.com](http://www.egyptair.com)

 690 59 87 05 / 671 42 79 09  
698 66 74 63  
   EGYPTAIR